

Les Jeux olympiques, une opportunité pour l'économie sociale et solidaire

75 Zoom 17 mai 2018

Acheteurs publics et structures de l'ESS spécialisées dans les prestations de restauration et d'hôtellerie se sont rencontrées le 17 mai 2018, pour préparer les grands événements sportifs à venir. Le Cojo et la Solideo ont détaillé leurs ambitions pour des jeux olympiques et paralympiques solidaires.

Coupe du monde féminine de football en 2019, championnat d'Europe d'athlétisme en 2020, coupe du monde de rugby en 2023, jeux olympiques et paralympiques de 2024, précédés de nombreux « test events » à partir de l'été 2023 : dans les prochaines années, les grands événements sportifs constitueront de réelles opportunités d'activité. C'est donc le thème auquel était consacrée la troisième matinée « Openmap ESS », rencontres de l'achat public responsable organisées, le 17 mai, aux Canaux, dans le 19^e arrondissement de Paris.

L'action de la mission d'appui au développement des clauses sociales (MACS), pilotée par le groupement d'intérêt public (GIP) Maximilien, à l'origine de ces rencontres, s'inscrit dans le cadre du plan national d'action pour les achats publics durables (PNAAPD) qui a fixé un objectif de 25 % de marchés comprenant au moins une disposition sociale en 2020. Mais le 17 mai, tous les regards étaient tournés vers le Comité d'organisation (Cojo) Paris 2024 et la Solideo venus présenter leur démarche en la matière.

Cartographie des emplois

« Les secteurs de la construction, de l'organisation et du tourisme seront particulièrement concernés par les retombées économiques (10,7 milliards d'euros) et les créations d'emplois (jusqu'à 247 000) suscitées par les Jeux olympiques et

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site. Si vous continuez à utiliser ce dernier, nous considérerons que vous acceptez l'utilisation des cookies.

l'économie sociale et solidaire (ESS) ».

Le Cojo travaille aujourd'hui avec ses partenaires à une cartographie détaillée de ces emplois « pour mettre en face les bons cursus de formation », a-t-elle précisé, évoquant également une plateforme destinée aux PME et TPE (y compris les structures de l'ESS) inspirée de ce qui avait été fait pour les JO de Londres en 2012.



Fanny Donnarel (Paris 2024), Elisa Yavchitz (Les Canaux), Matthieu Guerlain (Ville de Paris), Céline Terrier-Laurens (Solideo), lors de la 3e rencontre OpenMap ESS, le 17 mai 2018. ©JGP

Pour la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo), Céline Terrier-Laurens a présenté les grandes lignes de la charte en faveur du développement de l'emploi local qui devrait être adoptée en juillet prochain par la structure, en vue des premiers marchés qu'elle doit lancer fin 2018. « Nous envisageons des objectifs ambitieux, au-delà de ceux

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site. Si vous continuez à utiliser ce dernier, nous considérerons que vous acceptez l'utilisation des cookies.

d'ouvrage des futurs équipements des JO.

Diversité et professionnalisme

Au Cojo, à la Solideo, comme aux neuf autres grands acheteurs publics (*) qui avaient fait le déplacement le 17 mai, les structures de l'ESS étaient ensuite invitées à présenter leurs activités dans le secteur des prestations de restauration, traiteur et hôtellerie.



Louis Jacquot, directeur général des Cuistots migrants qui emploie des cuisiniers réfugiés. ©JGP

Sélectionnées à l'issue d'un appel à candidatures, six d'entre elles l'ont fait sous forme de pitch. Entreprise solidaire d'utilité sociale (Esus), structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) ou du handicap (EA, ESAT)... Planète Sésame 92, Baluchon, Les cuistots migrants, Mam' Ayoka, Mosaïc Services, Pleyel-Novaedia et La Table de Cana ont su, en quelques minutes, démontrer leur diversité et leur professionnalisme.

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site. Si vous continuez à utiliser ce dernier, nous considérerons que vous acceptez l'utilisation des cookies.



Sophie Lawson, gérante de Mam'Ayoka, restaurant coopératif (SCIC) regroupant des femmes initialement éloignées de l'emploi des 18e et 19e arrondissement parisien. ©JGP

(*) La Direction des achats de l'Etat, le CCAS et la ville de Paris, le département des Hauts-de-Seine, le département de Seine-et-Marne, le groupement des établissements franciliens (GEF), le Centre hospitalier intercommunal de Créteil, le conseil régional Ile-de-France et la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise.